

**Finances**

**REF : DAF2012021**

**Signataire : GH/MP**

Séance du Conseil Municipal du 28/06/2012

RAPPORTEUR : Jacques SALVATOR

**OBJET : Approbation du compte administratif 2011 du budget principal**

**EXPOSE :**

# **Compte administratif 2011**

## **Rapport de présentation**

Le compte administratif retrace les dépenses réalisées sur l'exercice échu. Il est l'occasion de rendre des comptes au Conseil Municipal sur l'exécution des autorisations budgétaires qu'il a données. Ce rapport présente tout d'abord les grands éléments d'analyse de la situation financière de la ville au 31 décembre 2011 (1) (page 3) avant de détailler le contenu des différentes recettes et dépenses en fonctionnement et en investissement (2) (page 8) et de présenter la genèse du résultat 2011 (3) (page 21).

## Dépenses

Charges de personnel (012)  
62,9 M€

Charges générales (011)  
15,8 M€

Subventions, participations (65) 14,6 M€

Intérêts dette + charges exceptionnelles (66-67) 6,4 M€

**EPARGNE BRUTE 4,1 M€  
+ 5,6 M€ cessions**

Dépenses d'équipement 29,5 M€  
+Immo. fin 2,5 M€ et opérations pour compte de tiers 0,3 M€

Capital de la dette (10,3 M€)

## Dépenses

## Recettes

Impôts et taxes (73)  
58,2 M€

Dotations et participations (74)  
36,1 M€

Produits des services (70) 7,8 M€ + autres 1,8 M€

Produits de cessions 5,6 M€

**EPARGNE BRUTE 4,1 M€  
+ 5,6 M€ cessions**

Subventions dotations 8,1 M€  
+opé. pour compte tiers 0,3 M€  
+rbrsmt frais financiers 1,8 M€

Recours à l'emprunt 23,9 M€

## Recettes

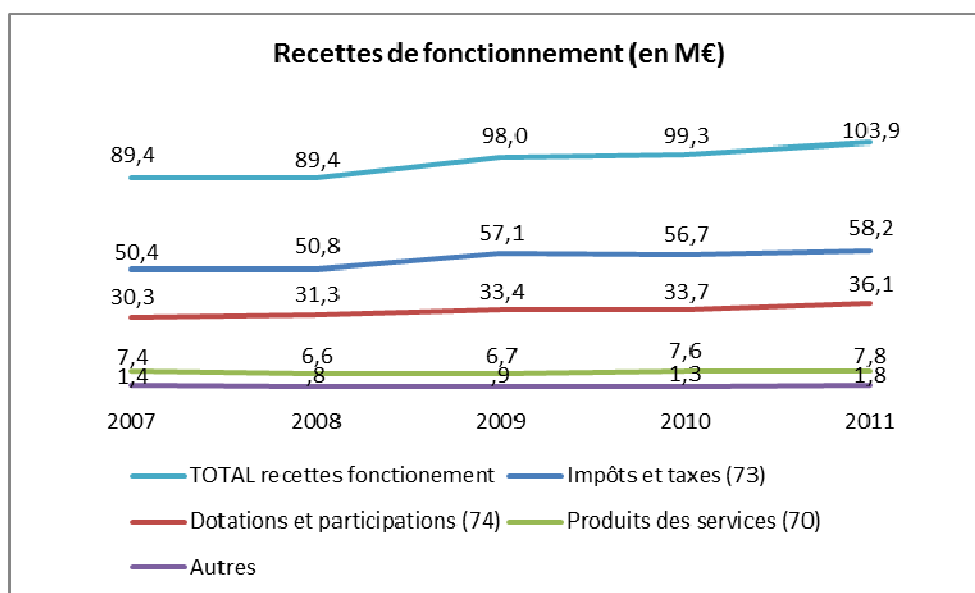
Section de fonctionnement :  
109 M€

Section d'investissement :  
42,5 M€

# I. ANALYSE SYNTHETIQUE DE LA SITUATION FINANCIERE<sup>1</sup>

## 1. La progression plus rapide des recettes (+4,6 M€ +4,6%) que des dépenses de gestion (+3,8 M€, + 4,3%) permet d'améliorer l'épargne de gestion (10,3 M€ contre 9,5 M€ en 2010)

11. Les recettes de gestion sont en forte progression, entraînées notamment par les dotations de péréquation

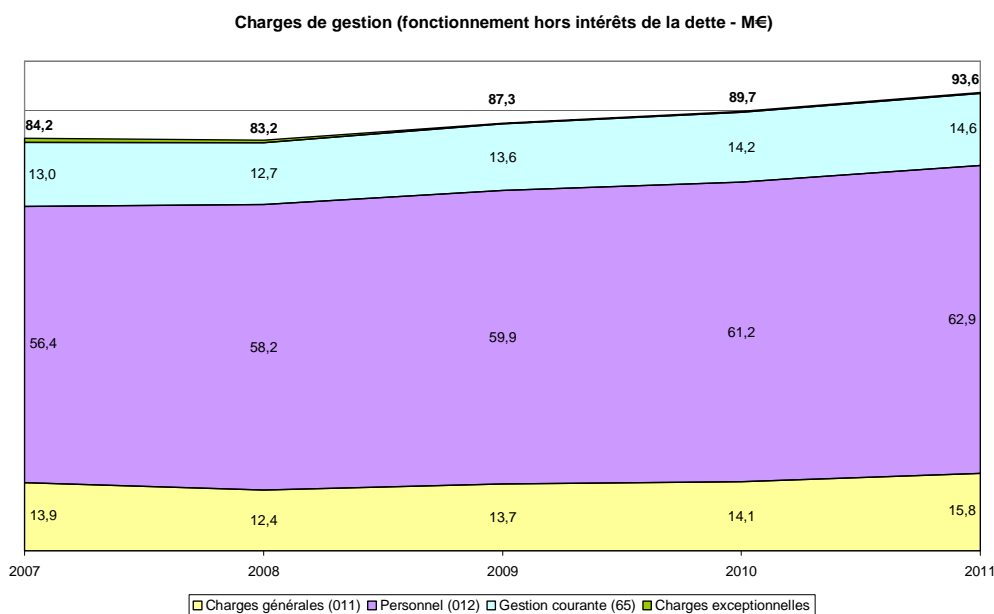


Les impôts et taxes (+1,5 M€ soit +2,6%), les produits des services (+0,2 M€ soit +2,8%) et les autres recettes de fonctionnement progressent à un rythme soutenu, plus élevé que l'inflation. La dynamique des impôts et taxes provient d'une progression physique des bases fiscales, de l'introduction de la taxe locale sur la publicité extérieure et d'un montant élevé de droits de mutations en 2011.

La progression la plus forte concerne néanmoins les dotations et participations (+2,4 M€, soit +7,0%). Cela provient pour l'essentiel des dotations de péréquation (+1,7 M€) : la dotation de solidarité urbaine, la dotation nationale de péréquation, le fonds de solidarité de la région Ile de France. La dotation de développement urbain (+0,2 M€) et les subventions diverses de fonctionnement (+0,8 M€) sont également en forte progression. A l'inverse, la dotation forfaitaire et les compensations fiscales sont en diminution.

<sup>1</sup> Les retraitements suivants ont été effectués pour l'analyse : les recettes de cession d'immobilisation ont été retirées des recettes de fonctionnement pour être intégrées aux recettes d'investissement ; les charges de personnel et les charges à caractère général liées aux travaux en régie ont été transférées en investissement.

12. Les dépenses de gestion augmentent à un rythme rapide mais moins élevé que les recettes (+3,8 M€ soit 4,3%)<sup>2</sup>



**Les charges de personnel augmentent de 1,9 M€ de 2010 à 2011, soit une hausse de 3,1%.** Quatre facteurs expliquent cette augmentation :

- l'effet glissement vieillesse technicité, par lequel les agents coûtent plus cher en vieillissant et en gravissant les échelons (1 M€) ;
- la première année pleine d'ouverture du groupe scolaire Dolto – Maathaï (0,6 M€) ;
- la nouvelle assurance pour les arrêts de travail, qui augmente à la fois les dépenses de personnel et les recettes (0,4 M€) ;
- la phase IV de la modernisation du régime indemnitaire des agents (0,1 M€)

Les efforts de maîtrise de la masse salariale viennent amoindrir ces effets à hauteur de 0,2 M€.

**Les charges à caractère général augmentent de 1,6 M€, soit une hausse de 11,1%.** Les deux principaux facteurs de cette très forte augmentation sont les suivants :

- deux nouveaux équipements expliquent 0,4 M€ de charges supplémentaires : le fonctionnement sur un trimestre du groupe scolaire intercommunal Casarès – Doisneau et les premiers paiements sur le contrat de partenariat public privé (PPP) pour le groupe scolaire Paul Doumer ;
- les fluides et les contrats de maintenance expliquent 0,8 M€ de charges supplémentaires : une grande partie de cette augmentation anormalement élevée est liée au rattrapage de retards de paiement expliqués ci-dessous ;

Les autres postes sont néanmoins aussi en augmentation.

**Les autres charges de gestion courante, correspondant principalement aux subventions et participations, augmentent de 0,4 M€, soit une hausse de 3,1 M€**

<sup>2</sup> Les charges de personnel se sont élevées à 63,1 M€ au total et 62,9 M€ si l'on exclut les dépenses de personnel liées aux travaux en régie. Le total des charges à caractère général est de 15,9 M€ et 15,8 M€ si l'on exclut celles liées aux travaux en régie.

### 13. Le rattrapage de diverses dépenses et recettes d'exercices antérieurs dégrade l'épargne 2011 de 145 k€

Côté recettes, un important travail de titrage de recettes sur exercices antérieurs a été effectué pour rattraper des retards. Il s'agit au total d'environ 440 k€ en fonctionnement et 600 k€ en investissement.

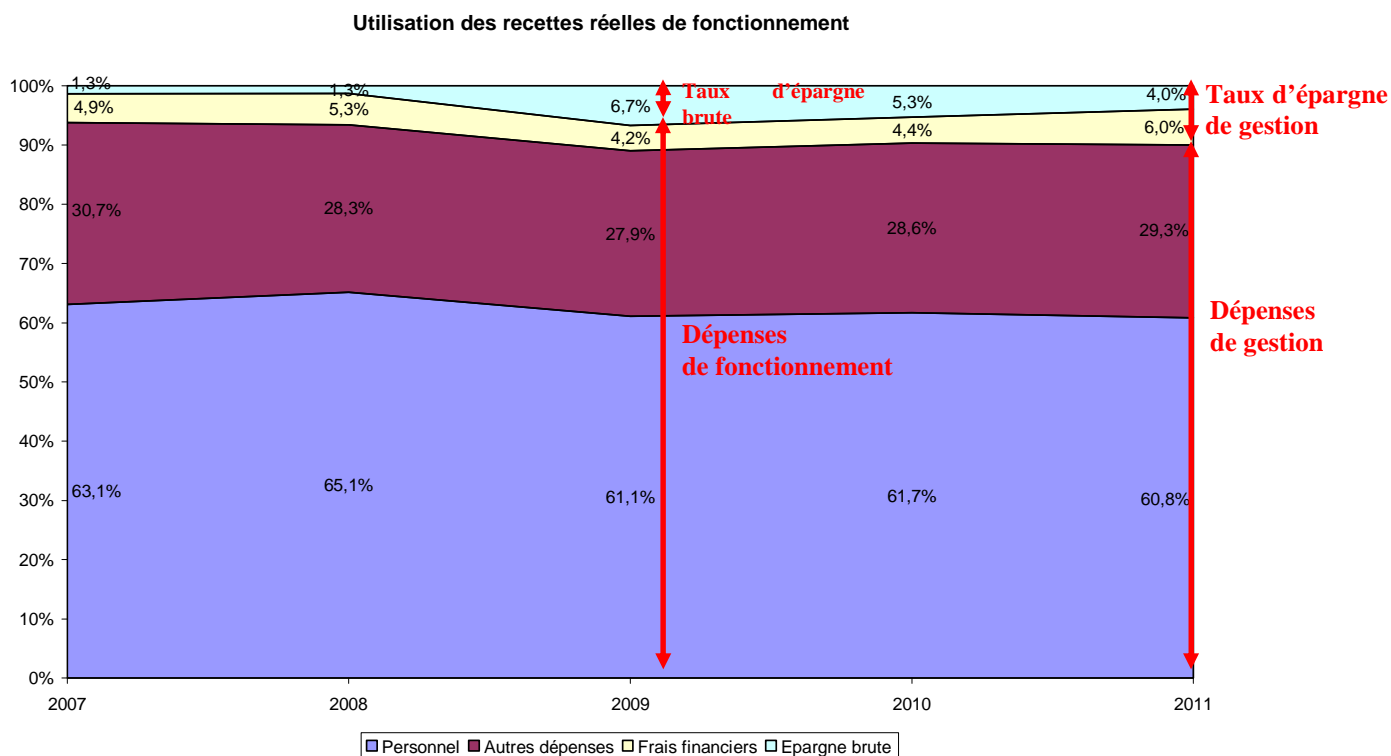
Côté dépenses, le total des factures de fluides réglées en 2011 dépasse de 450 k€ ce qui aurait été payé au vu des consommations de l'année. Il s'agissait de rattraper des retards de paiement afin de revenir au plein respect du principe d'annualité. De même, les paiements sur le marché d'entreprise de travaux public du centre nautique ont été plus élevées de 135 k€ en fonctionnement et 84 k€ en investissement que ce qui correspondait à l'année en cours.

Le solde de ces mouvements en fonctionnement, c'est-à-dire l'impact sur l'épargne de la ville de ces rattrapages, s'élève à 145 k€. Autrement dit, on pourrait corriger les soldes d'épargne en les améliorant de 145 k€ et en dégradant d'autant les exercices antérieurs pour corriger cet effet.

## **2. L'épargne brute diminue néanmoins (4,1 M€ contre 5,3M€) du fait de la forte progression des intérêts de la dette, ce qui explique que la capacité de désendettement se dégrade pour atteindre 36 ans**

### 21. L'épargne brute se réduit (4,1 M€ en 2011 contre 5,3 M€ en 2010) sous le poids des intérêts de la dette (6,1 M€ en 2011 contre 4,2 M€ en 2010)

Les intérêts de la dette ont augmenté de moitié en 2011. Deux principaux facteurs expliquent cette évolution majeure : l'emprunt structuré indexé sur le change euro – franc suisse, qui avec un taux d'intérêt de 15% a coûté 0,6 M€ de plus en 2011 qu'en 2010 ; le début du paiement des intérêts du contrat de partenariat public – privé (PPP) pour le groupe scolaire Paul Doumer pour 0,7 M€.

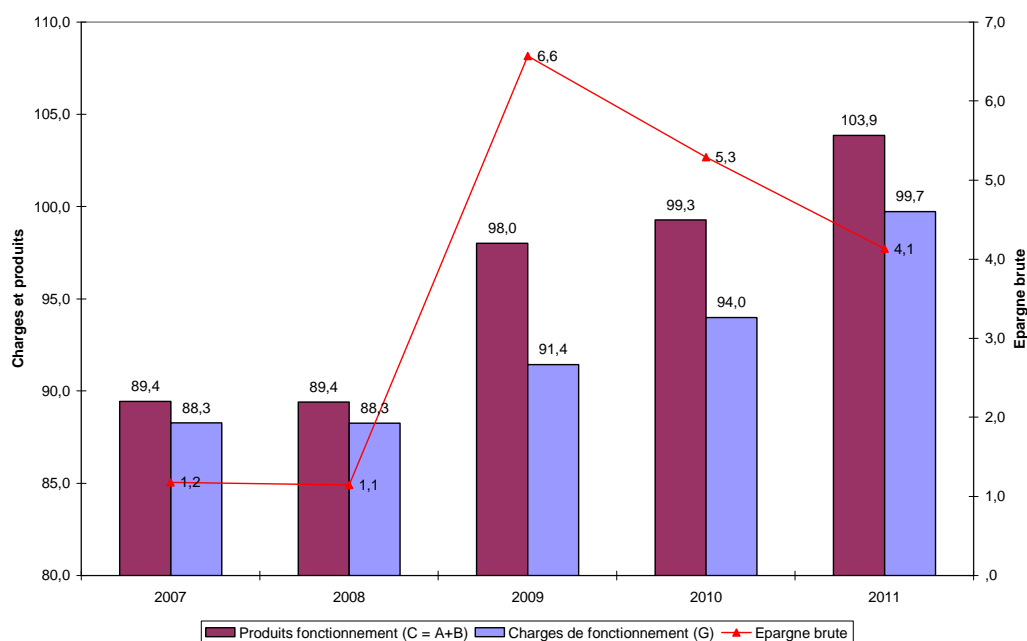


Le graphique ci-dessus montre l'utilisation faite par la ville de ses ressources de fonctionnement :

- la proportion consacrée aux dépenses de personnel est en recul, compte tenu des modes de gestion choisis et des efforts faits sur ce poste de dépense ;
- les autres dépenses, qui correspondent pour l'essentiel aux charges à caractère général (chapitre 011) et aux subventions et participations, augmentent légèrement en proportion,

La somme de ce poste et des dépenses de personnel est en léger recul, ce qui explique l'amélioration du taux d'épargne de gestion.

- en revanche, les frais financiers augmentent fortement et c'est pourquoi l'épargne brute recule malgré l'amélioration de l'épargne de gestion.

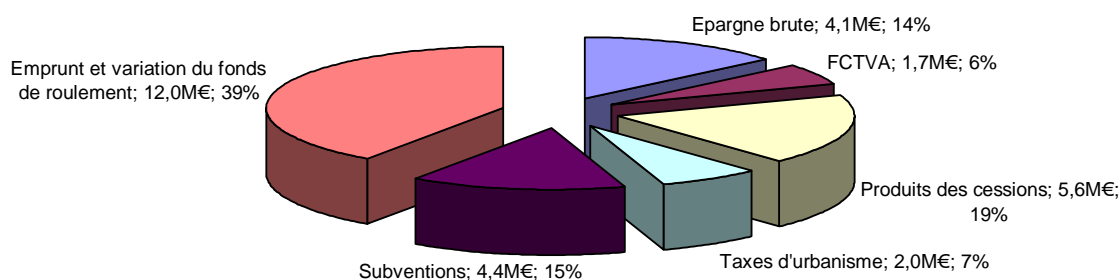


**22. Le niveau très élevé des dépenses d'équipement en 2011 (29,5 M€) a rendu nécessaire une forte augmentation de l'encours de dette (147,7 M€ fin 2011 contre 132,7 M€ fin 2010)**

Les dépenses d'équipement ont atteint 29,5 M€ en 2011 (29,8 M€ en tenant compte des travaux en régie) contre 19,6 M€ en 2010. Les deux principales opérations sont le Conservatoire à Rayonnement Régional (9,7 M€) et le Groupe Scolaire Intercommunal Casarès – Doisneau (8,0 M€).

L'autofinancement par l'épargne brute représente ainsi 14% des dépenses d'équipement. C'est pourquoi l'emprunt représente le principal mode de financement des investissements 2011.

**Financement des dépenses d'équipement (M€)**



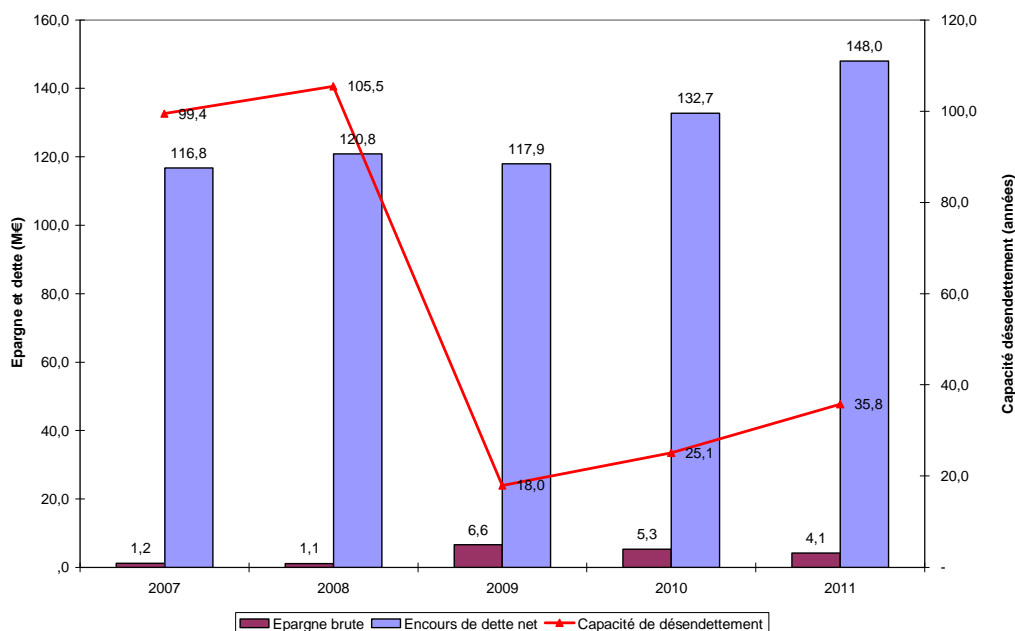
A ces 12,0 M€ d'emprunts liés aux opérations d'équipement s'ajoutent le refinancement du remboursement du capital de la dette (10,3 M€ en 2011) et des dépenses financières d'investissement. C'est pourquoi l'emprunt total levé en 2011 s'élève à 23,9 M€.

Au total, la dette de la ville passe de 137,4 M€ (132,7 M€ si l'on retire la part de dette récupérable auprès de Plaine Commune) fin 2010 à 151,7 M€ fin 2011 (148,0 M€ net de la dette Plaine Commune).

### 23. Du fait de la dégradation de ces deux facteurs, la capacité de désendettement augmente pour atteindre 36 ans

La capacité de désendettement correspond au temps que la ville mettrait pour rembourser sa dette si elle y consacrait toute son épargne brute. Si cette durée est supérieure à la durée moyenne de l'encours de dette (environ 15 ans), la situation financière de la ville est dangereuse car elle doit puiser dans d'autres fonds pour rembourser sa dette.

Sous l'effet d'une épargne brute en diminution et d'une dette en augmentation, la capacité de désendettement augmente pour atteindre 36 ans.



## II. PRESENTATION DES POSTES DE RECETTES ET DE DEPENSES

### 1. Recettes de fonctionnement

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
70311	Concessions dans les cimetières	33 625	24 541	-27,0%	46 568	52,7%
7062	Tarifs culture	12 083	8 492	-29,7%	29 500	28,8%
70631	Tarifs piscine	104 611	204 664	95,6%	112 500	181,9%
7066	Tarifs "social" : crèches, autonomie	599 461	723 490	20,7%	709 400	102,0%
7067	Tarifs péri-scolaires : restauration scolaires, leçons dirigées, classes de neige, CLM	2 267 460	2 394 374	5,6%	2 405 000	99,6%
70688	Tarifs Centre Municipal de Santé	2 297 318	2 007 530	-12,6%	2 160 000	92,9%
70841	Remboursement des frais de personnel du SSIDPAAH	1 027 532	1 224 702	19,2%	1 196 068	102,4%
70872	Autres remboursements de frais SSIDPAAH	117 455	116 819	-0,5%	146 965	79,5%
70874	Rembourst. frais par caisse des ecoles	111 940	-	-100,0%	50 000	0,0%
70876	Remboursements de frais par Plaine Commune (convention de mutualisation)	824 011	838 158	1,7%	800 000	104,8%
70878	Remboursements par d'autres redevables	195 382	257 431	31,8%	37 273	690,7%
7088	Autres produits d'activités annexes	-	1 500		-	
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine et ventes ...</b>	<b>7 590 878</b>	<b>7 801 701</b>	<b>2,8%</b>	<b>7 693 274</b>	<b>101,4%</b>

Le chapitre 70 « produits des services, du domaine et ventes » connaît de 2010 à 2011 une évolution de 2,8%, légèrement supérieure à l'inflation (2,5%). Le taux d'exécution au compte administratif 2011 est satisfaisant : les titres émis sont supérieurs aux inscriptions du budget primitif. Ces bons résultats proviennent du développement d'activités à la piscine municipale, dans les crèches et de l'augmentation des effectifs scolaires. La diminution des recettes tarifaires du centre municipal de santé en 2011 provient d'effectifs plus faibles de praticiens dus à des vacances de postes.

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
7311	Contributions directes	37 538 248	38 436 903	2,4%	38 506 099	99,8%
7321	Attribution de compensation	15 336 393	15 336 393	0,0%	15 336 393	100,0%
7322	Dotation solidarité communautaire	1 099 083	1 099 083	0,0%	1 099 083	100,0%
7337	Droits de stationnement	316 456	282 757	-10,6%	450 000	62,8%
7351	Taxe sur l'électricité	998 113	1 047 608	5,0%	1 000 000	104,8%
7363	Impôt sur les spectacles	3 236	9 041	179,4%	3 000	301,4%
7368	Taxe locale sur la publicité extérieure	9 147	327 165	3476,8%	100 000	327,2%
7381	Taxe addit. aux droits de mutation	1 391 431	1 643 413	18,1%	1 700 000	96,7%
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>56 692 112</b>	<b>58 182 363</b>	<b>2,6%</b>	<b>58 194 575</b>	<b>100,0%</b>



Le **chapitre 73 « impôts et taxes »** progresse à un rythme voisin de l'inflation (2,6%) très proche de celui prévu au budget primitif.

Les impôts directs (taxes foncières et taxe d'habitation) progressent de 2,4%. Il s'agit d'un rythme de progression supérieur à la revalorisation forfaitaire des bases votée par le Parlement (2%), ce qui signifie que la ville a connu une progression physique de ses bases d'imposition. Afin de comprendre plus finement l'origine de cette augmentation, on peut étudier les bases définitives notifiées par les services fiscaux. (Note : le montant total ne correspond pas exactement au montant indiqué ci-dessus au compte administratif car il ne comprend que les rôles généraux et pas les rôles supplémentaires – 150 k€ environ).

	<b>Taxe d'habitation</b>	<b>Taxe foncière bâti</b>	<b>Taxe foncière non bâti</b>	<b>TOTAL</b>
Base 2010	78 761 314	103 384 377	361 649	182 507 340
Taux	15,41%	24,19%	29,69%	
Produit 2010 (1)	12 137 118	25 008 681	107 374	37 253 173
Variation du produit liée à la revalorisation forfaitaire des bases (2)	242 742	500 174	2 147	<b>745 063</b>
	2,00%	2,00%	2,00%	<b>2,00%</b>
Variation du produit liée à la progression physique des bases (3)	- 75 412	385 597	- 19 826	<b>290 359</b>
	-0,62%	1,54%	-18,46%	<b>0,78%</b>
<b>Produit 2011 (1+2+3)</b>	<b>12 304 449</b>	<b>25 894 451</b>	<b>89 695</b>	<b>38 288 596</b>
<b>Variation en %</b>	<b>1,4%</b>	<b>3,5%</b>	<b>-16,5%</b>	<b>2,8%</b>

On constate que la dynamique provient uniquement de la taxe foncière sur la propriété bâtie, dont la progression physique dépasse 1,5%. Cette dynamique provient plutôt des locaux d'habitation, en augmentation physique de 2,2%, que des locaux économiques, en augmentation de 0,9%. A l'inverse, les bases « physiques » de taxe d'habitation ont diminué de 0,6% en 2011.

Les **droits de stationnement** perçus sur les parcmètres connaissent une diminution d'autant plus problématique qu'elle se confirme d'année en année : 470 k€ en 2008, 466 k€ en 2009, 316 k€ en 2010 et 283 k€ en 2011. La période de pénurie de timbres-amendes fin 2010 – début 2011, résultat d'un dysfonctionnement de l'Etat, ne suffit pas à expliquer cette décreue. Un travail est mené pour améliorer l'organisation et les résultats de ce poste de recettes.

La **Taxe Locale sur la Publicité Extérieure** a permis de belles entrées de recettes pour sa première année d'application à Aubervilliers. L'inscription au budget primitif de 100 000 € s'est avérée très prudente puisque le produit est finalement de 327 k€. Le barème de cette taxe est fortement progressif et vise donc à limiter les enseignes de grande surface. Le but est ainsi de préserver la qualité du paysage commercial de la ville.

Les **droits de mutation** ont atteint un niveau élevé en 2011 grâce à la dynamique du marché immobilier local.

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
7411	Dotation forfaitaire	15 616 795	15 428 311	-1,2%	15 428 311	100,0%
74123	Dotat. de solidarité urbaine	5 558 616	6 253 372	12,5%	6 253 372	100,0%
74127	Dotation nationale de péréquation	304 568	801 856	163,3%	801 856	100,0%
743	Fonds de solidarité communes région idf	3 517 632	3 990 555	13,4%	3 693 514	108,0%
744	Dotations : régularist. exercice écoulé		16 353			
745	Dotation spéciale au titre instituteurs	2 808	2 808	0,0%		
746	Dotation générale de décentralisation	319 325	316 660	-0,8%	316 600	100,0%
74711	Participation etat pour emplois- jeunes	58 892	31 895	-45,8%	56 731	56,2%
74718	Autres participations etat	602 652	798 270	32,5%	447 319	178,5%
7472	Participations région	2 828	-	-100,0%	134 295	0,0%
7473	Participations département	2 053 437	2 210 033	7,6%	2 063 390	107,1%
7474	Communes	3 000				
74751	Participations - gfp de rattachement	340 250	330 427	-2,9%	317 750	104,0%
7477	Part. budget communautaire & fds struct.		19 260		20 000	96,3%
7478	Participations autres organismes	2 361 416	2 801 554	18,6%	2 785 700	100,6%
74833	Etat - compens. au titre de la cet	1 072 806	993 306	-7,4%	993 306	100,0%
74834	Etat - compens.exon. des taxes foncières	386 551	338 687	-12,4%	338 687	100,0%
74835	Etat - compens.exon. des taxes d'habita.	1 121 954	1 183 395	5,5%	1 183 395	100,0%
748372	Dotation de développement urbain	300 000	500 000	66,7%	1 000 000	50,0%
7485	Dotation pour les titres sécurisés	34 180	65 562	91,8%	30 000	218,5%
7488	Autres attributions et participations	66 714	-	-100,0%	35 382	0,0%
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>33 724 424</b>	<b>36 082 304</b>	<b>7,0%</b>	<b>35 899 608</b>	<b>100,5%</b>

Le **chapitre 74 « dotations et participations »** progresse de 7%, légèrement au-dessus des prévisions budgétaires. Cela s'explique par la forte augmentation des dotations de péréquation, ainsi que par la bonne tenue des subventions diverses. La dotation de développement urbain fait l'objet chaque année de restes à réaliser en recettes de fonctionnement du fait de ses particularités : elle est attribuée au titre de projets et perçue au cours de leur réalisation.

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
6419	Remboursements sur rémun. du personnel	51 130	57 409	12,3%	21 000	273,4%
6459	Rembours. sur charges de s. s. et prév.	86 604	115 015	32,8%	83 601	137,6%
<b>013</b>	<b>Atténuation des charges</b>	<b>137 734</b>	<b>172 424</b>	<b>25,2%</b>	<b>104 601</b>	<b>164,8%</b>
752	Revenus des immeubles	335 895	591 973	76,2%	511 197	115,8%
757	Excédents reversés par fermiers & conc.	102 506	-	-100,0%	104 565	0,0%
758	Produits divers de gestion courante	39 279	70 246	78,8%	80 294	87,5%
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>477 681</b>	<b>662 219</b>	<b>38,6%</b>	<b>696 056</b>	<b>95,1%</b>
76232	Remboursement intérêts par gfp de rattachement	267 471	214 060	-20,0%	214 060	100,0%
76238	Remboursement intérêts par d'autres tiers		-		8 663	0,0%
768	Autres produits financiers	19 170	12 547	-34,5%	7 600	165,1%
7621	Intérêts encaissés à l'échéance	9 445	8 662	-8,3%	-	
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>296 086</b>	<b>235 269</b>	<b>-20,5%</b>	<b>230 323</b>	<b>102,1%</b>
7713	Libéralités reçues	25 000		-100,0%		
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	4 794	6 063	26,5%		
7718	Autres prod. except. sur opé. de gestion	78 533	152 087	93,7%		
775	Produits de cessions d'immobilisations	1 683 602	5 566 458	230,6%		
7788	Produits exceptionnels divers	246 784	561 788	127,6%	98 000	
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>2 038 713</b>	<b>6 286 395</b>	<b>208,4%</b>	<b>98 000</b>	

Les **produits de cessions d'immobilisations (775)** ont la particularité d'être comptabilisés en recette d'investissement au budget primitif et en recette de fonctionnement au compte administratif. Ils sont très élevés en 2011. Les principales cessions sont les suivantes :

Nature de la cession	Montant
Espace Rencontres	2 981 446
104 Réchossière	670 000
74 rue Heurtault	456 043
209-211 rue André Karman	410 000
47 rue Heurtault	355 033
89 rue Saint Denis	339 136
12 rue Paul Bert	293 000
Terrain 21 rue G. Lamy	132 300
Terrain 8 rue de la Gare	60 000

La forte augmentation des **loyers perçus par la ville** (article 752) correspond à une reprise en gestion directe de locations commerciales, anciennement loués par l'OPH pour le compte de la ville.

Les **produits exceptionnels divers (7788)** et autres produits exceptionnels sur opérations de gestion (7718) correspondent à des recettes non récurrentes diverses : remboursements d'assurance, jugements en faveur de la ville, avoirs d'entreprises, ... La ville perçoit sur ce compte l'excédent de gestion des parkings communaux par l'OPH.

## 2. Dépenses de fonctionnement

Les tableaux qui suivent présentent des taux d'exécution calculé en fonction du budget primitif. L'autorisation au budget primitif ayant pu être modifiée par des virements de crédits à l'intérieur des chapitres ou par le budget supplémentaire et les décisions modificatives, il est possible que certains taux d'exécution dépassent les 100%.

### 21. Charges à caractère général (chapitre 011)

On peut décomposer les charges à caractère général en trois catégories pour faciliter l'analyse : les charges « rigides », dont l'évolution à court terme dépend principalement de facteurs externes aux décisions municipales ; les charges « élastiques », qui sont au contraire plus dépendantes des décisions municipales et les charges liées à l'ouverture de nouveaux équipements.

	CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
Charges rigides	8 614 590	9 528 217	10,6%	9 131 178	104,3%
Charges élastiques	5 672 241	5 937 958	4,7%	6 467 115	91,8%
Nouveaux équipements		399 508			
<b>Total charges à caractère général (chapitre 011)</b>	<b>14 286 831</b>	<b>15 865 682</b>	<b>11,1%</b>	<b>15 598 293</b>	<b>101,7%</b>

#### 2.1.1. Charges rigides

Article	CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
60611 Eau et assainissement	302 166	660 332	118,5%	279 500	236,3%
60612 Energie - électricité	1 029 303	1 256 622	22,1%	959 100	131,0%
60618 Autres fournitures (gaz)	934 329	936 667	0,3%	913 600	102,5%
60621 Combustibles (fuel)	121 693	101 472	-16,6%	97 100	104,5%
60622 Carburants	356 248	437 593	22,8%	372 300	117,5%
60623 Alimentation	3 099 941	3 118 278	0,6%	3 123 980	99,8%
611 Contrats de prestations de services (hors contrat de partenariat)	1 042	6 170	492,2%	189 880	44,1%
6132 Locations immobilières	570 103	575 480	0,9%	619 100	93,0%
614 Charges locatives et de copropriété	123 873	169 621	36,9%	202 200	83,9%
6156 Maintenance	878 497	1 062 997	21,0%	1 154 394	92,1%
616 Primes d'assurances (hors contrat de partenariat groupe scolaire Paul Doumer)	272 768	177 802	-34,8%	285 000	66,8%
6225 Indemn. au comptable et aux régisseurs	7 183	14 064	95,8%	14 064	100,0%
6227 Frais d'actes et de contentieux	79 838	80 466	0,8%	44 000	182,9%
6231 Annonces et insertions	95 057	119 727	26,0%	112 200	106,7%
6248 Transports divers (congrés bonifiés)	29 933	51 986	73,7%	37 100	140,1%
62876 Remboursements à Plaine Commune (convention de mutualisation)	433 530	437 855	1,0%	438 110	99,9%
63512 Taxes foncières	213 735	238 599	11,6%	224 400	106,3%
63513 Autres impôts locaux	12 780	42 997	236,4%	36 000	119,4%
6353 Impôts indirects	24 702		-100,0%		
6355 Taxes et impôts sur les véhicules	2 113	2 439	15,4%	2 000	121,9%
6358 Autres droits	20 770	29 221	40,7%	22 500	129,9%
637 Autres impôts, taxes	4 987	7 832	57,0%	4 650	168,4%
<b>011 Total charges rigides</b>	<b>8 614 590</b>	<b>9 528 217</b>	<b>10,6%</b>	<b>9 131 178</b>	<b>104,3%</b>
<b>011 Charges à caractère général</b>	<b>14 286 831</b>	<b>15 865 682</b>	<b>11,1%</b>	<b>15 598 293</b>	<b>101,7%</b>

Deux postes de dépenses expliquent à eux-seuls la quasi-totalité de l'augmentation des charges rigides en 2011 :

- **les fluides : les postes eau assainissement, énergie électricité, gaz, fioul et carburants ont augmenté de 650 k€, soit 71% de l'augmentation des charges rigides ;**

On peut, dans ce total, mettre à part l'augmentation des carburants (81 k€), qui sont pour l'essentiel consommés pour le compte de Plaine Commune et remboursés à la ville dans le cadre de la convention de mutualisation.

Sur les 568 k€ restants, 450 k€ s'expliquent par la réduction du décalage de paiement de factures anciennes.

Art		Mandaté 2011	Estimation consommations 2011	Différence
60611	Eau	648 977	449 159	199 817,92
60612	Electricité	1 266 365	1 123 399	142 965,70
60618	Gaz	952 796	832 684	120 112,13
60621	Fuel	101 713	114 713	-13 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>2 969 851</b>	<b>2 519 955</b>	<b>449 896</b>

Le reliquat de 118 k€ provient des augmentations de consommations et de tarifs.

- **les contrats de maintenance : en augmentation de 185 k€, ils représentent 20% de l'augmentation des charges rigides.**

La hausse est due au METP centre nautique. Pour 135 k€, il s'agit du rattrapage de factures anciennes (total des factures 2009 et 2010 réglées dans l'exercice moins les factures 2011 restant à régler en 2012).

La baisse des primes d'assurances est liée à l'entrée en vigueur au 1er janvier 2011 d'un nouveau marché d'assurances, qui a permis de repréciser et vérifier les assiettes de primes et d'obtenir de meilleures garanties à des meilleurs taux.

### 2.1.2. Nouveaux équipements et autres nouvelles charges

		CA 2011
611	Contrats de prestations de services : contrat de partenariat Groupe Scolaire Paul Doumer	77 617
616	Primes d'assurances contrat de partenariat groupe scolaire Paul Doumer	12 507
62848	Redevance branchements incendie	41 303
62875	Remboursement à Saint Denis : fonctionnement du Groupe Scolaire Intercommunal	268 080
<b>011</b>	<b>Total nouveaux équipements</b>	<b>399 508</b>

Deux « nouveaux équipements » ont affecté les charges à caractère général en 2011 :

- **le groupe scolaire Paul Doumer**, dont les paiements du contrat de partenariat public-privé (PPP) ont commencé en 2011 ;
- **le groupe scolaire intercommunal**, qui a ouvert au 1<sup>er</sup> septembre et pour lequel la ville a remboursé à la ville de Saint Denis son dû pour un trimestre.
- Le **groupe scolaire Dolto-Maathai** fonctionnait en première année pleine et a affecté notamment les charges de fluides. Cependant, ces charges n'ont pu être isolées.

Par ailleurs, compte tenu de son caractère nouveau en 2011, la redevance pour les branchements incendie (150 € HT par borne incendie) instaurée par le syndicat des eaux d'île de France dans le cadre de la nouvelle délégation de service public avec Veolia est intégrée dans cette catégorie.

### 2.1.3. Charges élastiques

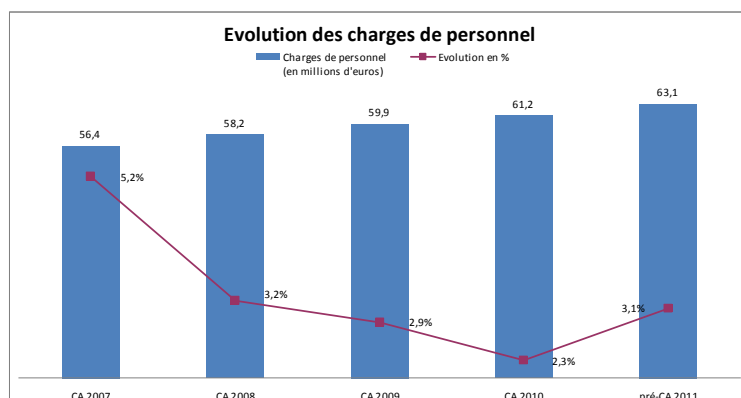
Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
60628	Autres fournitures non stockées	44 093	39 782	-9,8%	46 672	85,2%
60631	Fournitures d'entretien	184 318	198 215	7,5%	189 045	104,9%
60632	Fournitures de petit équipement	128 120	199 982	56,1%	246 925	81,0%
60636	Vêtements de travail	204 118	184 007	-9,9%	198 000	92,9%
6064	Fournitures administratives	290 953	286 472	-1,5%	253 660	112,9%
6065	Livres, disques, cassettes	3 303	3 565	7,9%	3 750	95,1%
6067	Fournitures scolaires	259 782	253 611	-2,4%	262 000	96,8%
6068	Autres matières et fournitures	847 335	724 707	-14,5%	725 680	99,9%
6135	Locations mobilières	470 704	409 203	-13,1%	407 050	100,5%
61521	Entretien terrains	1 491	-		2 000	0,0%
61522	Entretien bâtiments	38 906	139 544		177 000	78,8%
61523	Entretien voies et réseaux	34 905	36 118	3,5%	49 000	73,7%
61551	Entretien matériel roulant	138 264	224 090	62,1%	170 000	131,8%
61558	Entretien autres biens mobiliers	133 676	121 843	-8,9%	135 094	90,2%
617	Etudes et recherches	96 093	159 165	65,6%	266 740	59,7%
6182	Documentation générale et technique	84 460	85 152	0,8%	96 828	87,9%
6184	Versements à des organis. de formation	207 941	209 866	0,9%	323 300	64,9%
6185	Frais de colloques et séminaires	5 724	12 263		200	6131,5%
6188	Autres frais divers	662 760	717 968	8,3%	833 640	86,1%
6226	Honoraires	157 325	176 421	12,1%	197 410	89,4%
6228	Rémunérations et honoraires divers	24 990	1 730	-93,1%	5 000	34,6%
6232	Fêtes et cérémonies	201 680	211 718	5,0%	241 650	87,6%
6233	Foires et expositions	23 863	20 000	-16,2%		
6236	Catalogues et imprimés	136 185	152 317	11,8%	136 000	112,0%
6237	Publications	-	49 518		26 800	184,8%
6238	Publicité, publications diverses	500	13 000			
6241	Transports de biens	24 062	28 371	17,9%	11 000	257,9%
6247	Transports collectifs	324 303	329 719	1,7%	303 700	108,6%
6251	Voyages et déplacements	16 020	4 365	-72,8%	19 050	22,9%
6256	Missions	16 556	13 346	-19,4%	11 950	111,7%
6257	Réceptions	14 666	12 423	-15,3%	21 350	58,2%
6261	Frais d'affranchissement	204 871	217 421	6,1%	215 160	101,1%
6262	Frais de télécommunication	357 666	334 405	-6,5%	320 800	104,2%
627	Services bancaires et assimilés	4 477	3 261	-27,2%	6 100	53,5%
6281	Concours divers (cotisations...)	73 525	75 243	2,3%	57 681	130,4%
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts..)	60 509	70 283	16,2%	57 000	123,3%
6283	Frais de nettoyage des locaux	6 681	49 057		40 000	122,6%
62841	Redevances d'archéologie préventive	2 579				
62878	Remboursement frais à autres organismes	137 936	117 176	-15,1%	207 380	56,5%
6288	Autres services	46 900	52 632	12,2%	202 500	26,0%
<b>011</b>	<b>Total charges élastiques</b>	<b>5 672 241</b>	<b>5 937 958</b>	<b>4,7%</b>	<b>6 467 115</b>	<b>91,8%</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>14 286 831</b>	<b>15 865 682</b>	<b>11,1%</b>	<b>15 598 293</b>	<b>101,7%</b>

Concernant l'article 617 « études et recherches », voici le détail des réalisations :

Nature de l'étude	Montant
Agenda 21 (dont 34 000 € en rattachement)	53 940
Etude Emile Dubois 1e et 2e phase	42 996
Assistance à la mise en place de la taxe locale sur la publicité extérieure	62 229
<b>TOTAL</b>	<b>159 165</b>

## 2.2. Charges de personnel (chapitre 012)

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
6218	Autre personnel extérieur	471 757	560 133	18,7%	635 123	88,2%
6331	Versements de transport	564 853	580 051	2,7%	580 015	100,0%
6332	Cotisations versées au f.n.a.l.	165 869	171 297	3,3%	203 098	84,3%
6336	Cotis. au centre nat. de gest. fonc. pub	534 842	549 009	2,6%	549 024	100,0%
6338	Autres impôts, taxes & vers. ass./ rému.	375		-100,0%		#DIV/0!
64111	Rémunération principale pers. titul.	27 160 396	27 310 329	0,6%	26 852 241	101,7%
64112	Nbi, supp fam., indem. résid. pers tit.	1 221 149	1 238 428	1,4%	1 246 449	99,4%
64118	Autres indemnités pers. titulaire	8 695 801	8 773 859	0,9%	8 797 629	99,7%
64131	Rémunération principale pers. non tit.	6 650 706	7 464 167	12,2%	7 318 716	102,0%
64138	Personnel non titul. - autres indemnités		875			#DIV/0!
64168	Autres emplois d'insertion	79 143	84 618	6,9%	54 000	156,7%
6417	Rémunération des apprentis	190 350	161 351	-15,2%	144 000	112,0%
6451	Cotisations à l'u.r.s.s.a.f.	4 759 529	5 069 289	6,5%	4 999 672	101,4%
6453	Cotisations aux caisses de retraite	8 247 203	8 349 377	1,2%	8 248 600	101,2%
6455	Cotisations pour assurance du personnel	149 252	513 390	244,0%	151 000	340,0%
6456	Vers. au f.n.c. du supplément familial	1 798 386	1 848 886	2,8%	1 847 393	100,1%
6457	Cotisations sociales liées à l'apprent.	7 576	6 530	-13,8%	6 000	108,8%
6458	Cotisations aux autres organis. sociaux	84 775	85 086	0,4%	85 800	99,2%
6472	Prestations familiales directes	9 998	9 934	-0,6%	9 000	110,4%
64731	Allocations chômage versées directement	295 002	320 023	8,5%	282 000	113,5%
64832	Contrib. au fonds de compens. de c.p.a.	134 986	209		134 203	0,2%
6488	Autres charges de personnel	22 602	43 375		-	
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>61 244 551</b>	<b>63 140 218</b>	<b>3,1%</b>	<b>62 143 963</b>	<b>101,6%</b>



Les charges de personnel ont connu en 2011 une augmentation de 3,1%, rythme plus rapide que les deux années antérieures. Ceci trouve plusieurs explications. En dehors de l'habituel effet glissement vieillesse technicité (GVT), le principal facteur d'augmentation de la masse salariale est l'ouverture en année pleine, contre 2 mois en 2010, du groupe scolaire Dolto-Maathai. Un autre facteur est la conclusion d'un contrat d'assurance pour les accidents du travail du personnel, qui augmente les dépenses mais aussi (dans une proportion équivalente) les recettes. On observe que ces trois facteurs expliquent plus que le total de l'augmentation : une petite partie des surcoûts a donc été compensée par les efforts réalisés pour maîtriser l'évolution de la masse salariale.

<b>Augmentation charges de personnel 2011</b>	<b>1 888 941 €</b>	<b>3,1%</b>
Dont année pleine groupe scolaire Dolto-Maathai	600 000 €	1,0%
Dont prime d'assurance arrêts de travail	362 589 €	0,6%
Dont mesure indemnitare	145 000 €	0,2%
Dont effet GVT (estimation)	979 913 €	1,6%
Dont autres = effort de maîtrise de la masse salariale	- 198 561	-0,3%

### 2.3. Charges de gestion courante (subventions, participations, élus) (chap 65)

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
6531	Indemnités des élus	638 740	654 827	2,5%	672 000	97,4%
6532	Frais de mission des élus	23 611	17 851	-24,4%	15 000	119,0%
6533	Cotisations de retraite des élus	37 674	37 678	0,0%	40 800	92,3%
6534	Cotisat° séc. soc. - part patronn. élus	14 410	13 580	-5,8%	16 800	80,8%
6535	Formation des élus	38 765	17 058	-56,0%	40 000	42,6%
6536	Frais de représentation du maire	5 000	3 500	-30,0%	3 000	116,7%
65372	Cotisation ff allocation fin de mandat	-	-		1 300	0,0%
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	163 657		220 000	74,4%
6553	Contingent service d'incendie	1 427 372	1 433 271	0,4%	1 430 000	100,2%
6554	Contribution aux organ. de regroupement (notamment CRR et cimetière interco.)	2 229 495	2 262 264	1,5%	2 260 707	100,1%
6558	Autres contributions obligatoires (écoles privées)	84 653	85 202	0,6%	101 500	83,9%
657351	Subv. de fonct. Plaine Commune		24 822		8 008	310,0%
657361	Subvention fonct. caisse écoles	317 962	419 109	31,8%	406 113	103,2%
657362	Subvention fonct. CCAS	1 276 000	1 180 000	-7,5%	1 180 000	100,0%
65737	Subv. fonct. ét. publics locaux	76 336	22 311	-70,8%	4 500	495,8%
65738	Subventions autres organismes	24 219	25 365	4,7%	24 500	103,5%
6574	Subventions de fonct.- pers. droit privé	8 006 767	8 255 555	3,1%	7 839 998	105,3%
658	Charges diverses de la gestion courante	666	21 459		1 150	
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>14 201 172</b>	<b>14 637 510</b>	<b>3,1%</b>	<b>14 265 376</b>	<b>102,6%</b>



La subvention de fonctionnement à la Caisse des Ecoles augmente fortement du fait de l'ouverture de l'internat de Bury, géré par celle-ci.

- Pour les subventions de fonctionnement aux associations, les principales hausses sont les suivantes :
- **l'APETREIMC** au titre de l'ouverture d'une crèche à Aubervilliers a touché en 2011 pour la première fois une subvention de 76 800 € ;
  - le **CMA football** a reçu 350 000 € de subvention en 2011 contre 298 000 € en 2010 ;
  - le **Comité des Œuvres Sociales du personnel, le CICA et l'OMJA** ont respectivement reçu 28 396 €, 20 000 € et 17 675 € de subvention supplémentaire en 2011 par rapport à 2010 ;
  - **l'Agence pour l'Education par le Sport** a reçu une nouvelle subvention de 20 000 € ;

Ces hausses représentent un total de 215 000 € sur les 249 000 € d'augmentation de cet article.

#### 2.4. Charges financières (chapitre 66)

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
6615	Intérêts des comptes courants et dépôts : intérêt des lignes de trésorerie	49 271	82 260	67,0%	100 000	82,3%
6618	Intérêts des autres dettes : contrat partenariat public – privé		663 801		663 802	100,0%
668	Autres charges financières	52 794	200 099	279,0%	85 000	235,4%
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 235 107	5 045 648	19,1%	5 108 986	98,8%
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	225	207 108		242 295	85,5%
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>4 337 396</b>	<b>6 198 916</b>	<b>42,9%</b>	<b>6 200 083</b>	<b>100,0%</b>

Les charges financières sont en forte augmentation en 2011.

Trois principaux facteurs jouent à la hausse des intérêts:

1. le début des paiements d'intérêts pour le contrat de partenariat public-privé pour le groupe scolaire Paul Doumer (article 6618), pour 664 k€ ;
2. l'augmentation de 614 k€ des frais financiers dus sur l'emprunt structuré indexé sur le change euro – franc suisse :

	2010	2011
Taux de change au moment de la fixation du taux d'intérêt	1.33	1.17
Taux d'intérêt dû	7.42%	14.94%
Montant payé	641 293.09 €	1 255 623.04 €

3. la consolidation de nouveaux emprunts en 2010 et 2011 pour plus de 22 M€ qui a entraîné le paiement de premières échéances d'intérêts en 2011. La charge d'intérêts réglés à l'échéance liée à ces nouveaux emprunts peut être estimée à 320 K€ de plus qu'en 2010.

Les frais et commissions aux banques ont également augmenté :

- le compte 6615, correspondant aux intérêts des lignes de trésorerie, passe de 49 k€ à 82 k€ en raison de tirages plus importants, de la forte augmentation des marges sur les contrats signés en 2011 et de la hausse du taux Eonia.
- sur les dépenses de 201 k€ « d'autres charges financières » (article 668), 183 k€ correspondent aux frais de mise en place du prêt de 22 M€ auprès de la Landesbank de Sarre pour 2011 et 2012, en particulier la souscription d'un instrument de couverture permettant de plafonner le taux d'intérêt variable.

## 2.5. Chapitre 67 – charges exceptionnelles

Article		CA 2010	CA 2011	Evolution	BP 2011	Taux d'exécution
6711	Intérêts moratoires et pénal. de marchés	857	5 400		2 000	270,0%
6714	Bourses et prix	1 500	1 496	-0,2%	1 500	99,8%
6718	Autres charges excep. sur opé. de gest.	6 272	12 955	106,5%	10 000	129,5%
673	Titres annulés (exercices antérieurs)	99 966	154 604	54,7%	210 000	73,6%
678	Autres charges exceptionnelles	36 475	4 954	-86,4%	71 500	6,9%
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>145 071</b>	<b>179 409</b>	<b>23,7%</b>	<b>295 000</b>	<b>60,8%</b>

## 3. Recettes d'investissement

Article		CA 2011
1321	Subventions Etat et étab. nationaux	1 805 611
1322	Subventions région	1 630 059
1323	Subventions département	545 517
1328	Autres subventions	394 947
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>4 376 134</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>23 865 455</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>16 961</b>
10222	FCTVA	1 667 121
10223	TLE	501 909
10224	Versements pour dépassement du PLD	1 541 943
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 769 053
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>6 480 026</b>
274	Prêts	59 000
275	Dépôts et cautionnements versés	670 000
276351	Créances sur Plaine Commune	1 064 725
27636	Créances sur ccas & caisse des ecoles	19 939
2764	Créances sur des particuliers	13 770
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>1 827 434</b>
<b>4542099</b>	<b>Opérations pour compte de tiers - travaux d'office (recettes)</b>	<b>260 346</b>

Concernant les **taxes d'urbanisme**, 1,5 M€ de Versement pour Dépassement du Plafond Légal de Densité (VDPLD) et 0,5 M€ de Taxe Locale d'Equipeement (TLE) ont été perçus en 2011.

Les **emprunts** souscrits au cours de 2011, pour un total de 23,9 M€, correspondent à :

- la consolidation de deux prêts signés en 2010 : un prêt Caisse d'Epargne de 2,9 M€ à un taux fixe de 3,57% et un prêt Dexia CLF de 1,6 M€ à 4,04 % ;
- un emprunt « prêt rénovation urbaine » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour 7,4 M€, indexé sur le taux du livret A majoré de 0,6% ;
- un « prêt exceptionnel » de 2,0 M€ de la Caisse des Dépôts et Consignations à un taux fixe de 4,51% ;
- un nouvel emprunt de 10,0 M€ auprès de la Landesbank Saar : il s'agit d'un prêt à taux variable classique (indexé sur l'euribor 6 mois) avec une marge de 0,9% et un taux plafond de 6%. Une autre tranche de ce prêt reste à consolider en 2012.

De plus, l'indemnité de renégociation d'un prêt structuré dépendant de la pente de la courbe des taux vers un taux fixe a été intégrée au capital restant dû (470 000 €).

## 4. Dépenses d'investissement

Opération		Crédits ouverts	Mandats émis	Restes à réaliser	Crédits annulés
050	Travaux d'entretien des bâtiments	1 031 500	669 693	342 118	19 689
060	Sécurisation des bâtiments	451 000	165 245	220 044	65 711
061	Ecoles - résorption amiante et plomb	215 000	179 892	1 700	33 408
062	Programme accessibilité handicapés	100 000	14 865	12 917	72 218
063	METP centre nautique	415 000	390 267	-	24 733
065	Reprise des concessions du cimetière	40 000	-	37 757	2 243
070	Parc informatique	428 378	310 513	116 461	1 405
071	Parc de véhicules	322 000	222 398	99 602	-
072	Mobilier-matériel de bureau des services	105 000	49 123	53 566	2 311
073	Matériel technique et outillage	331 997	156 807	64 922	110 269
074	Matériel et mobilier scolaires	108 300	90 341	17 751	208
075	Matériel du centre municipal de santé	34 400	20 330	13 004	1 067
080	Réserves foncières	449 000	236 177	-	212 823
081	Portage foncier	3 728 000	1 470 000	-	2 258 000
082	Révision des documents d'urbanisme	40 000	11 900	-	28 100
083	Etudes	90 000	21 029	65 357	3 615
084	Travaux de démolition	105 000	91 807	13 193	-
090	Subventions d'équipement versées OPH	700 000	300 000	-	400 000
091	Participations opérations d'aménagement	1 876 596	1 646 596	-	230 000
092	Subventions pour surcharges foncières	293 000	63 000	-	230 000
093	Autres subventions d'équipement	263 445	262 806	-	639
	<b>Opérations récurrentes</b>	<b>11 127 616</b>	<b>6 372 789</b>	<b>1 058 390</b>	<b>3 696 437</b>
101	Groupe scolaire intercommunal	7 961 509	7 961 509	-	-
102	Conservatoire à rayonnement régional	9 862 482	9 654 161	140 013	68 307
103	Acquisitions foncières collège n°6	336 500	239 953	797	95 750
104	Groupe scolaire Henri Barbusse	1 179 520	898 257	265 583	15 680
105	Gymnase Gabriel Péri	50 000	-	50 000	0
106	Clocher Eglise Notre Dame des Vertus	600 000	12 241	-	587 759
107	Club house Paul Bert	120 000	2 350	-	117 650
108	Crèche République	1 699 300	306 690	502 756	889 854
109	Maison de l'autonomie	50 000	2 709	-	47 291
110	Multi accueil Maladrerie	50 000	13 680	-	36 320
111	Réaménagement du CCAS	250 000	78 040	14 225	157 735
112	Maison des solidarités	50 000	-	-	50 000
113	Aménagement du cimetière	40 000	36 404	-	3 596
114	PNRQAD	303 253	-	-	303 253
115	Acquisition Documentation Française	76 250	-	22 246	54 004
116	Réaménagement halte jeux Pirouette	165 000	116 557	45 294	3 149
117	Micro-crèche Long Sentier	126 571	64 278	61 750	543
118	Espace famille	578 000	-	-	578 000
119	Réfection de l'école Jacques Prévert	437 000	15 690	371 122	50 189
	<b>Nouveaux équipements</b>	<b>23 935 385</b>	<b>19 402 518</b>	<b>1 473 786</b>	<b>3 059 081</b>
<b>TOTAL DES OPERATIONS</b>		<b>35 063 001</b>	<b>25 775 307</b>	<b>2 532 176</b>	<b>6 755 518</b>

Les plus grosses opérations sont le **Groupe Scolaire Intercommunal pour 8,0 M€** et le **Conservatoire à Rayonnement Régional pour 9,7 M€**. Les participations aux opérations d'aménagement concernent la ZAC du Marcreux pour 702 k€, la ZAC Vilette Quatre Chemins pour 300 k€ et la ZAC Port Chemin Vert pour 645 k€.

## III. GENESE DU RESULTAT COMPTABLE

Le résultat se constitue non seulement avec les mouvements réels, analysés dans les pages qui précèdent, mais aussi avec les mouvements d'ordre, écritures comptables ne donnant pas lieu à des encaissements ou décaissements pour la ville.

Avec 110,4 M€ de dépenses de fonctionnement pour 110,3 M€ de recettes de fonctionnement, la section de fonctionnement dégage un résultat négatif de 125 245 €. Le résultat antérieur reporté était néanmoins de 649 276 €, d'où un **résultat de fonctionnement à affecter de 524 031 €**

La section d'investissement a connu 49,1 M€ de dépenses pour 53,0 M€ de recettes. Le résultat de l'exercice est donc de 3 855 508 €. Néanmoins, le résultat antérieur reporté s'élève à - 7 963 013 €. Il faut de plus tenir compte des reports de recettes engagées mais pas encore perçues (8 122 866 €) et des reports de dépenses engagées mais pas encore payées (4 152 193 €). Au total, le **besoin de financement de la section d'investissement s'élève à 136 833 €**

La différence entre le résultat de fonctionnement à affecter (524 031 €) et le besoin de financement de la section d'investissement (136 833 €) donne **l'excédent reporté à la section de fonctionnement, qui sera repris au budget supplémentaire : 387 198 €.**

Résultat de fonctionnement		
A	résultat de l'exercice	-125 245,01 €
B	résultats antérieurs reportés	649 275,64 €
<b>C</b>	<b>résultat à affecter (C=A+B)</b>	<b>524 030,63 €</b>

Besoin de financement de la section d'investissement		
D	résultat de l'exercice	3 855 507,53 €
E	résultats antérieurs reportés	-7 963 013,32 €
F	restes à réaliser en dépenses	4 152 193,00 €
G	restes à réaliser en recettes	8 122 866,15 €
H	solde des restes à réaliser (H=G-F)	3 970 673,15 €
<b>I</b>	<b>besoin de financement (I=D+E+H)</b>	<b>-136 832,64 €</b>

Affectation du résultat de la section de fonctionnement		
J	couverture du besoin de financement de la section d'investissement	136 832,64 €
K	dotations complémentaires en réserves (1068)	0,00 €
L	excédent reporté à la section de fonctionnement	387 197,99 €

Pour obtenir le résultat global de l'exercice 2011, il faut également tenir compte des restes à réaliser de recettes de fonctionnement : 2,2 M€ de dotation de développement urbain (DDU) qui restent à percevoir. Cette recette de fonctionnement est un peu particulière puisque son encaissement dépend de l'avancée des projets d'investissement pour lesquels la ville a candidaté. Le résultat global est donc de 2 587 198 €.

Direction Générale des Ressources / Direction des Finances

Finances

REF : DAF2012021

Signataire : GH/MP

OBJET : Approbation du compte administratif 2011 du budget principal

LE CONSEIL,

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Vu les articles L.1612-12 et L.2121-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le compte administratif 2011 du budget principal,

A la majorité des membres du conseil, le groupe "Communiste et citoyen" et Mme DESCAMPS du groupe "union du nouvel Aubervilliers s'étant abstenus

**DELIBERE :**

**ADOpte** le compte administratif 2011 du budget principal,

**CONSTATE** les identités de valeur avec les indications du compte de gestion,

**RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser,

**ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

**RECETTES DE L'EXERCICE**

Investissement	52 951 924,86 €
Fonctionnement	110 278 850,91 €
<b>Total</b>	<b>163 230 775,77 €</b>

**DEPENSES DE L'EXERCICE**

Investissement	49 096 417,33 €
Fonctionnement	110 404 095,92 €
<b>Total</b>	<b>159 500 513,25 €</b>

**RESULTATS DE L'EXERCICE**

Investissement	3 855 507,53 €
Fonctionnement	-125 245,01 €
<b>Total</b>	<b>3 730 262,52 €</b>

**RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES**

Investissement	-7 963 013,32 €
Fonctionnement	649 275,64 €
<b>Total</b>	<b>-7 313 737,68 €</b>

**RESULTATS DE CLÔTURE**

Investissement	-4 107 505,79 €
Fonctionnement	524 030,63 €
<b>Total</b>	<b>-3 583 475,16 €</b>

**SOLDE DES RESTES A REALISER**

Investissement	3 970 673,15 €
Fonctionnement	2 200 000,00 €
<b>Total</b>	<b>6 170 673,15 €</b>

**RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE 2011****2 587 197,99 €**

Pour le Maire

L'adjoint délégué

Reçu en Préfecture le : 06/07/2012

Publié le : 03/07/2012

Certifié exécutoire le : 06/07/2012

Pour le Maire

L'Adjoint délégué